



Direction des opérations et du pilotage de la
transformation opérationnelle

ACCORD-CADRE DE PRESTATIONS INTELLECTUELLES

N°20255006

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES (C.C.A.P.)

**PRESTATIONS DE CONSEIL SUR LA METHODOLOGIE DE LA
CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS EN MATIERE DE
MODELISATION FINANCIERE**

SOMMAIRE

Article 1 – Dispositions générales de l'accord-cadre	45
1.1 – Objet de l'accord-cadre	45
1.2 – Décomposition de l'accord-cadre	45
1.3 – Forme, nature et montant de l'accord-cadre	45
1.4 – Durée de l'accord-cadre	45
1.5 – Modalités de suivi de l'accord-cadre	56
1.6 – Réalisation de prestation similaire	56
Article 2 – Pièces contractuelles	56
2.1 – Pièces contractuelles de l'accord-cadre	56
2.2 – Pièces contractuelles des marchés subséquents	56
Article 3 – Dispositions générales des marchés subséquents	67
3.1 – Forme marchés subséquents	67
3.2 – Modalités d'attribution des marchés subséquents	67
3.3 – Prix plafonds et maximums pour les marchés subséquents	89
3.4 – Durée des marchés subséquents	89
3.5 – Conditions d'exécution des marchés subséquents	89
3.5.1. Délais d'exécution	89
3.5.2. Profils contractualisés dans le cadre d'un marché subséquent	940
3.5.2. Marché subséquent exécuté à Bons de commande	940
Article 4 – Protection des données à caractère personnel	940
Article 5 – Conditions générales d'exécution des prestations	1044
5.1 – Obligations générales du Titulaire	1044
5.2 – Obligations de l'Acheteur	1044
5.3 – Confidentialité	1044
5.4 – Sécurité	1142
5.5 – Obligation de conseil et de mise en garde	1243
5.6 – Conflit d'intérêt	1243
5.7 – Force majeure	1344
5.8 – Recours par le Titulaire à des tiers pour l'exécution de l'accord-cadre et des marchés subséquents	1344
5.9 – Travail clandestin	1445
5.10 – Restitutions des données	1445
5.11 – Disponibilité et compétences des intervenants	1445
Article 6 – Prix	1445
6.1 – Caractéristiques des prix de l'accord-cadre	1445
6.2 – Modalités de variation des prix de l'accord-cadre	1647
6.3 – Caractéristiques des prix des marchés subséquents	1647
Article 7 – Modalités de règlement des comptes	1748
7.1 – Avance	1748
7.2 – Garanties Financières	1748
7.3 – Acomptes et paiement partiels définitifs	1748
7.4 – Présentation des demandes de paiement	1748
7.5 – Délai global de paiement	1849
7.6 – Paiement des cotraitants	1849
7.7 – Paiement des sous-traitants	1920
Article 8 – Constatation de l'exécution des prestations	1920
Article 9 – Pénalités	2024
9.1 – Conditions générales d'application des pénalités	2024
9.2 – Pénalités de retard des prestations	2024
9.3 – Pénalités pour non-respect des profils présentés dans les marchés subséquents	2024
9.4 – Pénalité pour non-réponse consécutive à des marchés subséquents	2122
9.5 – Pénalité pour non-respect de la législation du travail	2122
9.6 – Pénalités pour non-respect des obligations environnementales	2122
Article 10 – Droit de propriété intellectuelle	2122
10.1 – Régime de propriété intellectuelle applicable aux Connaissances antérieures et Connaissances antérieures standards	2122
10.2 – Régime de propriété intellectuelle applicable aux Résultats	2122

Accord-cadre n° 20245384

Article 11 – Responsabilités et Assurances.....	22 ²³
11.1 – Responsabilité contractuelle du Titulaire	22 ²³
11.2 – Assurances	23 ²⁴
Article 12 – Résiliation de l’Accord-cadre	23 ²⁴
12.1 – Conditions de résiliation de l'Accord-cadre	23 ²⁴
12.2 – Conditions de résiliation des marchés subséquents	24 ²⁵
12.3 – Conditions en cas de redressement ou liquidation judiciaire	24 ²⁵
Article 13 – Règlement des litiges et langues	24 ²⁵
Article 14 – Clauses complémentaires.....	25 ²⁶
14.1 – Information du Titulaire sur l'assujettissement de la CDC à la LCB-FT.....	25 ²⁶
14.2 – Information sur le dispositif de déontologie de l’Acheteur	25 ²⁶
14.3 – Information du Titulaire s’agissant de la lutte contre la corruption	25 ²⁶
14.4 – Régularité administrative du Titulaire.....	25 ²⁶
14.5 – Prise en compte des préoccupations environnementales	26 ²⁷
Article 15 – Dérogations au CCAG – Prestations intellectuelles.	26 ²⁷

Article 1 – Dispositions générales de l'accord-cadre

1.1 – Objet de l'accord-cadre

Les stipulations du présent cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.) concernent un Accord cadre pour la **réalisation de prestations de conseil sur la méthodologie de la Caisse des dépôts en matière de modélisation financière**.

Le terme « Accord-cadre » désigne le présent contrat constitué des documents énumérés à l'article 2 du CCAP. L'accord-cadre définit les termes régissant les marchés passés sur son fondement (désignés ci-après « marchés subséquents ») pour l'exécution des prestations prévues dans ledit accord-cadre. Ses conditions sont applicables à l'ensemble des relations contractuelles des Parties dans le cadre desdits marchés subséquents, sauf accord exprès contraire stipulé dans lesdits marchés.

Dans le présent document, on entend par « Titulaire(s) » le(s) opérateur(s) économique(s) pour lesquels le présent Accord-Cadre a été notifié.

Les prestations attendues sont détaillées dans le cahier des clauses techniques particulières (CCTP).

Lieu(x) d'exécution : France Métropolitaine.

1.2 – Décomposition de l'accord-cadre

Il n'est pas prévu de décomposition en lots.

1.3 – Forme, nature et montant de l'accord-cadre

Il s'agit d'un **accord-cadre** au sens de l'article L.2125-1 1° du code de la commande publique.
Il s'exécute par le biais de marchés subséquents.

Il est **multi attributaire, avec un maximum de six (6) titulaires**.

Les marchés subséquents issus des présents accords-cadres seront attribués dans les conditions définies à l'article 3.2 du CCAP.

Les Titulaires des présents accords-cadres seront consultés, à la survenance du besoin, pour la réalisation des missions. A l'issue de la consultation, un marché subséquent sera conclu avec la société ayant présenté l'offre économiquement la plus avantageuse.

L'Acheteur se réserve la possibilité de traiter hors du présent accord-cadre des prestations exceptionnelles, de par leur complexité ou leurs conditions de mise en œuvre, pouvant nécessiter des procédures peu compatibles avec le fonctionnement de l'accord-cadre. Il pourra en être de même en cas de consultation pour l'attribution d'un marché subséquent restée infructueuse ou déclarée sans suite.

Il est **conclu sans montant minimum mais avec un montant maximum de 2 000 000 € HT**, sur la durée totale de l'accord-cadre, toutes reconductions comprises.

1.4 – Durée de l'accord-cadre

L'accord-cadre est conclu pour une durée ferme d'**un (1) an** à compter du 1^{er} juillet 2025.

L'accord-cadre pourra être **reconduit tacitement 3 fois** pour une nouvelle durée d'un (1) an sans que la durée totale de l'accord-cadre ne puisse excéder 4 ans.

La reconduction est considérée comme acceptée si aucune décision écrite contraire n'est prise par l'Acheteur au moins 3 mois avant la fin de la durée de validité de l'accord-cadre.

Les titulaires ne peuvent pas refuser la reconduction. La décision de ne pas reconduire l'accord-cadre ne donne droit à aucune indemnité.

La notification est réalisée via la plateforme de dématérialisation de l'Acheteur. La date de notification est la date de l'accusé de réception ou à défaut de consultation dans un délai de huit (8) jours à compter de la date de mise à disposition du document sur le profil acheteur.

1.5 – Modalités de suivi de l'accord-cadre

Le Titulaire précisera les coordonnées d'un interlocuteur unique et de son remplaçant ou d'une boîte mail générique, pour assurer l'interface du Titulaire avec l'Acheteur, s'agissant notamment de l'ensemble des questions logistiques, administratives et/ou financières. Responsable du suivi global de la procédure, cet interlocuteur recevra les projets de marchés subséquents dans le cadre des diverses consultations. Cet interlocuteur sera aussi le point de contact de la direction des achats dans le cadre des bons de commandes passés.

En cas de remplacement, la société notifie immédiatement à l'Acheteur les coordonnées du nouvel interlocuteur et prendra toutes les dispositions nécessaires pour que la bonne exécution des prestations ne soit pas compromise.

Les coordonnées de l'interlocuteur unique de l'Acheteur seront précisées dans chaque marché subséquent.

Le suivi de l'accord-cadre sera réalisé par le Pôle Pilotage, performance et contrôle des achats.

1.6 – Réalisation de prestation similaire

L'Acheteur pourra confier au Titulaire de l'accord-cadre, en application des Articles L. 2122-1 et R. 2122-7 du Code de la commande publique, un nouvel accord-cadre ayant pour objet la réalisation de prestations similaires.

La durée pendant laquelle un nouveau marché pourra être conclu ne peut dépasser trois (3) ans à compter de la notification du marché initial.

Article 2 – Pièces contractuelles

En cas de contradiction entre les pièces constitutives de l'accord-cadre et les pièces constitutives des marchés subséquents, les dispositions des pièces constitutives de l'accord-cadre prévaudront.

Ces documents pourront être modifiés par voie d'avenants, chaque avenant ayant un rang identique au document qu'il complète ou modifie.

En concluant l'accord-cadre avec l'Acheteur, le Titulaire accepte sans réserve, le présent CCAP. Toutes conditions générales de vente du Titulaire contraires au présent document sont inopposables à l'Acheteur.

2.1 – Pièces contractuelles de l'accord-cadre

Les pièces de l'Accord-cadre sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

- **L'acte d'engagement (AE)** et son annexe financière :
 - La grille de tarifs plafonds.
- **Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP)** et ses annexes dont :
 - L'annexe relative à l'utilisation de la plateforme de facturation ;
 - L'annexe relative aux « Règles de Sécurité des Systèmes d'Information pour les Prestataires de Services (RSSIPS) »
 - L'annexe relative à l'attestation sur l'honneur à fournir par la personne morale qui s'engage pour son compte et celui des intervenants qu'ils ne sont pas de situation de conflits d'intérêts.
- **Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP)**
- **Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021, en vigueur lors de la remise des offres ;**
- **Le mémoire technique du Titulaire.**

2.2 – Pièces contractuelles des marchés subséquents

Les pièces contractuelles de chaque marché subséquent sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs

stipulations, prévalent dans l'ordre de priorité ci-après :

- **L'acte d'engagement du marché subséquent ;**
- **La fiche de mission du marché subséquent ;**
- **La proposition tarifaire détaillée remise par le Titulaire dans son offre pour le marché subséquent ;**
- **Le cahier des clauses administratives générales (C.C.A.G.) applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021, en vigueur lors de la remise des offres ;**
- **Le mémoire technique / note méthodologique du Titulaire ;**
- **Les bons de commande émis en exécution du marché subséquent, le cas échéant ;**
- **L'acte spécial de sous-traitance (formulaire DC4), le cas échéant.**

Article 3 – Dispositions générales des marchés subséquents

3.1 – Forme marchés subséquents

La forme de chaque marché subséquent est déterminée par ledit marché subséquent.

Ils peuvent être conclus à prix forfaitaire ou exécutés par bons de commande successifs émis par le Pouvoir Adjudicateur qui en est signataire, ou bien combiner ces deux formes de prix. La forme du prix est déterminée par ledit marché subséquent.

3.2 – Modalités d'attribution des marchés subséquents

La passation d'un marché subséquent intervient à la survenance du besoin, dans le respect des stipulations du présent Accord-cadre.

Chaque marché subséquent est attribué après remise en concurrence des Titulaires de l'accord-cadre. Les prestations sont exécutées dans le cadre de marchés subséquents conclus par l'Acheteur sur le fondement de l'accord-cadre en fonction de ses besoins.

Le Pouvoir Adjudicateur communique alors aux Titulaires, par voie dématérialisée, un **projet de marché subséquent**, comportant une annexe financière à compléter et une « fiche de mission » comprenant un volet règlement de consultation et un volet valant cahier des charges.

Le Volet règlement de consultation comporte les éléments suivants :

- Le calendrier avec la date et l'heure limites de réception des offres ;
- La durée du marché subséquent, les délais d'exécution et la date prévisionnelle de démarrage des prestations ;
- Les modalités d'attribution avec La pondération des critères et sous-critères d'analyses technique et financière
- Les éléments attendus dans les dossiers d'offres remis par les Titulaires ;
- Les modalités et l'adresse de dépôt des offres des Titulaires ;
- Les coordonnées auxquelles les Titulaires peuvent adresser toute demande de renseignements.

Le volet valant cahier des charges comprend :

- L'objet des prestations attendues, lesquelles doivent figurer parmi les prestations mentionnées au CCTP de l'Accord-cadre, et les livrables correspondant attendus (si ces éléments requièrent notamment un niveau de précision supérieur à ce qui est indiqué à l'Accord-cadre) ;
- Le découpage éventuel du marché subséquent en phases ou tranches ;
- La forme du prix des prestations ;
- Les contraintes particulières liées à la prestation ;
- Le cas échéant, les précisions relatives à la remise des Livrables ;
- Le cas échéant, le délai maximum d'exécution des prestations ou de remise des livrables ;
- L'estimation de charge par niveau de qualification et les savoir-faire recherchés ;
- Les conditions éventuelles dans lesquelles les Titulaires peuvent proposer des **variantes ou des prestations supplémentaires éventuelles (PSE)**, portant exclusivement sur des prestations prévues à l'Accord-cadre, ainsi que leurs modalités de présentation. À défaut de telles précisions, les variantes ou PSE ne sont pas autorisées.

Les Titulaires de l'Accord-cadre s'engagent à répondre aux marchés subséquents dans les conditions définies par l'Acheteur. En particulier, ils sont invités à communiquer leurs observations éventuelles sur ledit projet. En tout état de cause, il est précisé que les compléments apportés par les Titulaires dans leurs offres doivent être conformes aux projets de marchés subséquents et ne peuvent substantiellement modifier les termes de l'Accord-cadre.

Par ailleurs, l'attention des Titulaires est attirée sur le fait que **l'absence de réponse non justifiée à une consultation d'un marché subséquent** pourra entraîner l'application de pénalités (telles que prévues au sein du présent CCAP), voire la résiliation du présent Accord-cadre conformément à l'article 12 ci-après.

Les offres des Titulaires comprennent à minima et sous réserve de la demande de pièces ou d'informations supplémentaires spécifiée dans la fiche valant cahier des charges transmise par l'Acheteur :

- Une note présentant la méthodologie proposée de réalisation et l'organisation mise en place par le Titulaire pour l'exécution du marché subséquent et les modalités de celle-ci, notamment les plannings d'intervention par profil et les modalités de pilotage et de suivi de la prestation ;
- Les profils des intervenants proposés pour l'exécution de la prestation :
 - o Niveau 1 : Consultant Junior (moins de 3 ans d'expérience),
 - o Niveau 2 : Consultant Confirmé (entre 3 et 8 ans d'expérience),
 - o Niveau 3 : Consultant Sénior (entre 8 et 15 ans d'expérience),
 - o Niveau 4 : Consultant ayant acquis une expertise avérée (plus de 15 ans d'expérience) ;
- Une proposition tarifaire sur la base de l'annexe financière remise.

L'annexe financière transmise par l'Acheteur ne doit absolument pas être modifiée.

Les Titulaires de chaque accord-cadre devront répondre obligatoirement avant les date et heure indiquées sur le document intitulé « Fiche de mission » et retourner l'annexe financière dûment complétée.

Toute offre arrivée après la date et l'heure limite sera rejetée.

Le délai de validité des offres est de 45 jours à compter de la date limite de dépôts des offres fixée dans la fiche de mission/cahier des charges du marché subséquent.

Les critères d'attribution des marchés subséquents sont pondérés de la manière suivante :

Critères	Pondération
1- Prix des prestations	40 %
2- Valeur technique appréciée au regard des trois sous-critères :	60 %
Sous-critère 1 : Pertinence de la méthodologie proposée pour l'exécution du marché subséquent	20 à 40 %
Sous-critère 2 : Expérience et compétence de l'équipe dédiée	30 à 50 %
Sous-critère 3 : Analyse critique de la prestation demandée au travers de l'identification de facteurs clés de succès et de points de vigilance ou encore, de retours d'expérience	30 à 50 %

Lors de l'examen des offres, l'Acheteur se réserve la possibilité de se faire communiquer les décompositions ou sous-détails des prix, ayant servi à l'élaboration des prix, qu'il estimera nécessaires.

Après élimination des offres irrégulières, inacceptables ou inappropriées, au sens des articles L2152-2 à L2152-4 du Code de la commande publique et dans le cadre des articles R2152-1 à R2152-6, et classement des offres conformes par application des critères annoncés ci-dessus, le marché subséquent est attribué au Titulaire ayant remis l'offre classée au premier rang de ce classement.

Il est possible, en accord avec le Titulaire retenu, de procéder à une mise au point des composantes du marché subséquent sans que ces modifications puissent remettre en cause les éléments substantiels de l'offre, du marché subséquent ou de l'accord-cadre, de fausser la concurrence ou d'entraîner des discriminations.

Les Titulaires non retenus en seront avertis par voie dématérialisée via la plateforme de dématérialisation (profil acheteur), le plus rapidement possible dès que l'Acheteur aura fait son choix.

Dès lors que les termes du marché subséquent sont définitivement arrêtés, l'acte d'engagement du marché est signé par le Titulaire et envoyé à l'Acheteur concerné. La notification du marché subséquent est effective à compter de la réception par le Titulaire d'une copie des pièces constitutives dudit marché (à l'exception des pièces constitutives de l'Accord-Cadre), revêtues de la signature du Titulaire et du Pouvoir Adjudicateur concerné aux endroits requis. La notification s'effectue électroniquement via la plateforme du profil acheteur.

Le Pouvoir Adjudicateur peut à tout moment mettre fin à la procédure d'attribution d'un marché subséquent en la classant sans suite.

3.3 – Prix plafonds et maximums pour les marchés subséquents

Les prix plafonds sont établis en fonction des compétences, de l'expérience et des responsabilités associées à chaque profil, et sont destinés à encadrer les coûts des prestations intellectuelles fournies dans le cadre du marché public. Ils ne pourront en aucun cas être dépassés. Les prix plafonds fixés pour chaque profil sont établis dans le but de garantir une juste rémunération des prestations intellectuelles tout en assurant la maîtrise des coûts pour l'acheteur public, conformément aux dispositions légales et réglementaires en vigueur.

Chaque candidat devra proposer un tarif plafond pour les profils suivants :

- PROFIL 1 : Consultant Junior (moins de 3 ans d'expérience),
- PROFIL 2 : Consultant Confirmé (entre 3 et 8 ans d'expérience),
- PROFIL 3 : Consultant Sénior (entre 8 et 15 ans d'expérience),
- PROFIL 4 : Consultant ayant acquis une expertise avérée (plus de 15 ans d'expérience) ;

Afin d'encadrer de manière optimale les coûts, **l'acheteur a fixé un maximum par prix plafond.**

Les maximums, exprimés en euros hors taxe, pour chaque profil de consultant sont fixés comme suit :

Prix plafond maximum pour le profil 1 : Consultant Junior	Prix plafond maximum pour le profil 2 : Consultant Confirmé	Prix plafond maximum pour le profil 3 : Consultant Sénior
900 €	1300 €	1700 €

Commenté [NM1]: A valider par les métiers

Pour le profil 4 Consultant ayant acquis une **expertise avérée**, aucun maximum pour le prix plafond n'est imposé.

3.4 – Durée des marchés subséquents

La durée de chaque marché subséquent et ses modalités d'entrée en vigueur sont déterminées par les stipulations dudit marché.

L'Acheteur aura la possibilité de lancer des marchés subséquents jusqu'au dernier jour de validité de l'accord-cadre. Il ne pourra cependant retenir une date de passation et une durée d'exécution telles que l'exécution dudit marché subséquent se prolonge au-delà de la date limite de validité de l'accord-cadre dans des conditions qui méconnaîtraient l'obligation d'une remise en concurrence périodique des opérateurs économiques.

3.5 – Conditions d'exécution des marchés subséquents

3.5.1. Délais d'exécution

Les délais d'exécution ou de livraison des prestations et de remise des livrables sont fixés à chaque marché subséquent dans la fiche de mission valant cahier des charges ou, à défaut, à chaque bon de commande émis sur la base du marché subséquent. Sauf mention contraire dans le marché subséquent ou le bon de commande, le délai d'exécution ou de livraison commence à courir à compter de la date de notification du marché subséquent ou du bon de commande.

Le non-respect de ces délais peut le cas échéant justifier l'application de pénalités. Le montant et les conditions d'application des pénalités éventuellement applicables en cas de non-respect des délais contractuels d'exécution des prestations sont spécifiés dans le présent CCAP.

Dans l'hypothèse où, aux termes des Documents Contractuels, plusieurs délais d'exécution différents peuvent être appliqués à une même prestation, le Titulaire s'engage à respecter le délai le plus favorable au Pouvoir Adjudicateur.

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par le pouvoir adjudicateur dans les conditions de l'article 13.3 du CCAG-PI. Par dérogation à cet article, le délai dont dispose le titulaire pour signaler au pouvoir adjudicateur les causes faisant obstacle à l'exécution du marché subséquent dans le délai contractuel est ramené à cinq (5) jours ouvrés.

3.5.2. Profils contractualisés dans le cadre d'un marché subséquent

Toute substitution de profils doit être préalablement approuvée par l'Acheteur. Le Titulaire doit soumettre les qualifications et expériences des nouveaux profils proposés pour validation. L'Acheteur se réserve le droit de refuser tout profil ne répondant pas aux exigences initiales. Le Titulaire devra lui proposer d'autres profils sans quoi l'Acheteur se réserve la possibilité d'appliquer une pénalité pour non-respect des profils présentés dans le marché subséquent.

3.5.2. Marché subséquent exécuté à Bons de commande

Les marchés subséquents sont émis à la survenance du besoin et peuvent comprendre l'émission de bons de commande en application du bordereau de prix unitaires contractualisé dans le marché.

Ces prestations unitaires sont exécutées sur notification préalable d'un bon de commande au Titulaire par l'Acheteur. L'Acheteur émettra les bons de commande en fonction de ses besoins **par application aux quantités réellement exécutées des prix indiqués dans le bordereau de prix unitaires** du marché subséquent concerné.

Les mentions devant figurer sur chaque bon de commande sont les suivantes :

- le nom ou la raison sociale du Titulaire ;
- la date et le numéro de l'Accord-cadre ;
- la date et le numéro du bon de commande ;
- la nature et la description des prestations à réaliser ;
- les délais d'exécution (date de début et de fin) ;
- les lieux d'exécution des prestations ;
- La quantité de prestation attendue
- le montant du bon de commande ;
- les délais laissés le cas échéant au Titulaire pour formuler ses observations ;
- la durée d'exécution des prestations ;
- En cas d'appel à un sous-traitant, son nom ou sa raison sociale.

Les bons de commande sont notifiés au Titulaire par mail et pourront être émis en fonction des besoins de l'Acheteur, tout au long de l'exécution du Marché subséquent.

L'annulation par l'Acheteur d'un bon de commande ne donne lieu à aucune indemnité, dès lors qu'il n'a donné lieu à aucun commencement d'exécution. Dans le cas contraire, le Titulaire est indemnisé, sur présentation de justificatifs, des dépenses utiles qu'il a engagées pour l'exécution du bon de commande, à l'exclusion de toute autre indemnité.

Sauf stipulation différente des documents du Marché subséquent, le délai d'exécution d'un bon de commande commence à courir à compter de la date de notification de ce bon de commande au Titulaire.

Seuls les bons de commande signés par un représentant de l'Acheteur pourront être honorés par le Titulaire

L'émission des bons de commande s'effectue sans négociation préalable avec le Titulaire. L'Acheteur a la possibilité de notifier des bons de commande au Titulaire jusqu'au dernier jour de validité du marché subséquent.

L'exécution des bons de commande émis avant la date d'échéance du Marché subséquent peut être poursuivie au-delà de cette date. Toutefois, dans ce cas, l'Acheteur ne peut notifier au Titulaire des bons de commande dont la durée d'exécution aboutirait à méconnaître l'obligation d'une remise en concurrence périodique des opérateurs économiques.

Article 4 – Protection des données à caractère personnel

Le présent article déroge expressément à l'article 5.2 du CCAG-PI.

Chacune des parties s'engage à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement des données personnelles, notamment la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée et mise à jour, et le Règlement Général sur la Protection des Données (UE) 2016/679 du Parlement Européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel, à la libre circulation de ces données et abrogeant la directive 95/46/CE (la « Réglementation Protection des Données Applicable »).

Le Titulaire détermine seul les finalités et moyens des traitements de données effectués dans le cadre de la réalisation des prestations, à ce titre, il agit en tant que Responsable de traitement. Par conséquent, il fera son affaire personnelle du respect de ses obligations dans le cadre de la Réglementation Protection des Données Applicable et en particulier :

- d'information préalable des personnes concernées, du recueil de leur consentement, si nécessaire, de la gestion des droits d'accès, de rectification, d'opposition et de radiation des données personnelles relatives à chaque personne concernée ;
- d'intégrer la protection de la vie privée dans la conception et tout au long de la fourniture des prestations ;
- d'assurer la sécurité des Données notamment en adoptant des mesures techniques et organisationnelles appropriées, précises, détaillées et documentées pour protéger les Données contre tout risque de destruction, perte, altération, divulgation ou accès non autorisé, mais également pour en assurer la disponibilité et l'intégrité selon le règlement n°2016/679.

Article 5 – Conditions générales d'exécution des prestations

Les prestations doivent être conformes aux stipulations de l'Accord-cadre et aux règles en vigueur dans le secteur professionnel concerné.

5.1 – Obligations générales du Titulaire

Le Titulaire s'engage à réaliser les prestations de l'Accord-cadre conformément aux meilleurs usages de la profession et à fournir à l'Acheteur les solutions les plus adaptées aux besoins exprimés par cette dernière. Les normes et spécifications techniques applicables sont celles en vigueur à la date de notification du présent accord-cadre. Sauf stipulation contraire de l'Accord-cadre, le Titulaire est tenu d'une **obligation de résultat pour ses objectifs quantifiables et une obligation de moyens renforcés** quant à la bonne exécution des prestations au regard des stipulations de l'Accord-cadre.

Le Titulaire s'engage à prendre connaissance de l'ensemble des documents et informations techniques qui lui sont communiqués par l'Acheteur avant ou pendant la réalisation des prestations.

En outre, le Titulaire s'engage à respecter les Règles de Sécurité des Systèmes d'Information pour les Prestataires de Services (RSSIPS), telle que visée en annexe.

Le Titulaire a obligation de communiquer dans les plus brefs délais à l'Acheteur, toute modification le concernant et survenant au cours de l'exécution de l'Accord-cadre / du marché subséquent telle que, notamment, l'identité de la ou des personnes ayant le pouvoir de l'engager, tous changements relatifs à son entreprise et à son contrôle, tous changements affectant les personnes chargées de l'exécution de l'Accord-cadre / du marché subséquent.

Le Titulaire reconnaît que tout retard ou toute mauvaise exécution des prestations au regard des Documents Contractuels, faisant suite à un changement d'intervenant, constitue un manquement contractuel susceptible d'engager sa responsabilité.

Ces intervenants demeurent néanmoins **sous l'autorité hiérarchique du Titulaire**, qui est seul habilité à donner des instructions à ses collaborateurs et, le cas échéant, à les sanctionner. Les prestataires exécutent leurs missions dans des conditions exclusives de tout lien de subordination vis-à-vis de l'Acheteur.

Par ailleurs, les intervenants du Titulaire s'engagent à participer, sur invitation de l'Acheteur, à toutes les réunions de travail relatives à l'exécution des prestations de l'Accord-cadre / du marché subséquent.

5.2 – Obligations de l'Acheteur

L'Acheteur s'engage à fournir au Titulaire, à titre strictement confidentiel, toutes informations en sa possession de nature à lui permettre la meilleure connaissance possible de ses besoins dans le cadre de l'accord-cadre / du marché subséquent. D'une manière générale, il s'engage à mettre à la disposition du Titulaire, tous documents et informations nécessaires à la bonne réalisation des prestations.

5.3 – Confidentialité

Le présent article déroge expressément aux stipulations de l'article 5.1.2 du C.C.A.G. – PI.

Le Titulaire s'engage à garder strictement confidentiels les documents, informations de quelque nature qu'ils soient, concernant notamment l'Acheteur, qui lui auront été communiqués par quelque moyen que ce soit ou dont il aura eu connaissance à l'occasion de la procédure de mise en concurrence au terme de laquelle il a été sélectionné ou de l'exécution de l'accord-cadre / du marché subséquent.

La présente obligation de confidentialité demeurera en vigueur pour une durée de deux années après l'expiration de l'accord-cadre / du marché subséquent pour quelque cause que ce soit.

Le respect de cette obligation de confidentialité sera notamment assuré par les moyens suivants, sous réserve de stipulations particulières :

- ◆ le Titulaire s'engage, au choix de l'Acheteur, à restituer à ce dernier ou à détruire l'intégralité des documents dont il a pu avoir connaissance au cours de l'accord-cadre / du marché subséquent. Dans ce cas, le Titulaire devra, à première demande, fournir une attestation à l'Acheteur garantissant qu'il a bien procédé à cette destruction. Il est toutefois autorisé à en conserver une copie unique, à titre d'archive, et uniquement à des fins de respect d'obligations légales, comptables ou réglementaires ; cette copie doit être conservée dans des conditions strictes de confidentialité ;
- ◆ les éventuels moyens informatiques mis en œuvre par le Titulaire pour l'exécution de ses obligations contractuelles, et notamment les postes de travail et outils de sauvegarde, seront conformes aux règles de sécurité définies par l'Acheteur ; sauf procédure exceptionnelle approuvée par l'Acheteur, il ne sera pas utilisé de support de stockage magnétique ou électronique externe (clé USB, disque amovible ou autre) ;
- ◆ le Titulaire prend tous les précautions d'usage pour la protection et l'intégrité des données et informations, et aux éléments auxquels il a accès dans le cadre de l'accord-cadre / du marché subséquent. Il prend par ailleurs toutes les mesures permettant, à la suite d'un incident, la restauration dans leur intégrité des données affectées par ledit incident pour les éventuels services en ligne qu'il met en œuvre pour l'exécution de ses obligations contractuelles ;
- ◆ il s'engage également à ne pas dupliquer, ni copier, ni reproduire de quelque manière que ce soit les documents qui contiennent des informations confidentielles sans l'accord préalable et écrit de l'Acheteur.

Le Titulaire est relevé de ces engagements vis-à-vis de toute information confidentielle :

- entrée dans le domaine public en l'absence de toute faute qui lui soit imputable ;
- dont la divulgation à un tiers a été autorisée par l'Acheteur, par un écrit adressé spécifiquement au Titulaire ;
- que la loi ou la réglementation fait obligation au Titulaire de communiquer.

Le Titulaire garantit le respect de cette obligation de confidentialité tant par ses dirigeants que par ses employés, ses sous-traitants ou autres sous-contractants éventuels, et tout autre tiers participant à un titre quelconque à l'exécution des prestations ou à la réalisation des Livrables, tels que définis dans le présent accord-cadre / du marché subséquent, auxquels il aurait été autorisé par l'Acheteur à communiquer des informations confidentielles, et s'engage à ce titre à conclure avec les sous-traitants ou sous contractants et autres tiers concernés un accord de confidentialité contenant des exigences au moins aussi contraignantes que celles du présent article.

5.4 – Sécurité

Le Titulaire prend toutes les précautions nécessaires pour garantir la protection et l'intégrité des données de l'Acheteur et/ou des données qui lui seraient confiées dans le cadre de l'hébergement et du traitement de ces données. Il prend toutes les mesures pour empêcher l'accès par des tiers aux données qui lui sont confiées pendant l'exécution des présentes.

L'Acheteur peut effectuer ou faire effectuer un audit de sécurité auprès du Titulaire ou le cas échéant, auprès de ses sous-traitants afin de s'assurer de la prise en compte effective du niveau de sécurité requis par l'Acheteur selon les conditions prévues aux articles 19.3 du CCAG PI.

Le présent article complète les stipulations de l'article 5.2 du CCAG -PI.

5.5 – Obligation de conseil et de mise en garde

Le Titulaire informe régulièrement le représentant de l'Acheteur de l'avancement de la réalisation des prestations, a minima et le cas échéant dans les conditions fixées dans le CCTP.

Le Titulaire est tenu, à l'égard de l'Acheteur, d'une obligation de conseil renforcée, d'information et de mise en garde, quelles que soient les compétences ou les connaissances de l'Acheteur, cette obligation devant s'entendre comme une obligation de moyens renforcée. Les conseils, recommandations, renseignements, mises en garde et propositions du Titulaire doivent s'entendre au titre de sa qualité de professionnel dans le domaine de prestations objet de l'Accord-cadre / du marché subséquent mais aussi de sa très bonne connaissance tant du contexte que de l'activité de l'Acheteur.

A ce titre, le Titulaire s'engage :

- à alerter l'Acheteur sur tout événement, imputable à ce dernier ou à un tiers, tout choix ou toute demande effectuée par l'Acheteur, dont le Titulaire a directement ou indirectement connaissance, qui pourrait avoir une incidence défavorable sur les conditions d'exécution de l'Accord-cadre / du marché subséquent ;
- à contrôler tous les documents et informations qui lui sont communiqués par l'Acheteur ou une personne désignée par celui-ci afin de s'assurer de leur cohérence et complétude et, le cas échéant, mettre en garde l'Acheteur sur toute erreur ou oubli relevé dans ces documents ou informations ;
- à faire bénéficier l'Acheteur de ses conseils et de son assistance technique pour tout incident et, en particulier, à intervenir immédiatement à la demande de l'Acheteur et à proposer tout complément, toute variante ou amélioration des prestations et des méthodes et règles adoptées qui lui sembleraient recommandables ou souhaitables ;
- à ne soumettre à l'Acheteur aucune proposition contraire à la réglementation et législation applicable aux prestations définies au CCAP.

L'Acheteur s'engage à fournir au Titulaire, à titre strictement confidentiel, toutes informations en sa possession de nature à lui permettre la meilleure connaissance possible de ses besoins dans le cadre du présent Accord-cadre / du marché subséquent. D'une manière générale, il s'engage à mettre à la disposition du Titulaire, tous documents et informations nécessaires à la bonne réalisation des prestations.

Le Titulaire reconnaît que toute incohérence, insuffisance ou erreur dans ses conseils, recommandations, renseignements, mises en garde et propositions, et plus généralement toute méconnaissance de son obligation de conseil et de mise en garde, sont susceptibles d'entraîner un préjudice important pour l'Acheteur, tel que notamment une atteinte à sa renommée ou à sa réputation ou la perte de droits exclusifs.

En cas de mise en cause de la responsabilité du Titulaire du fait d'un manquement allégué à son obligation de conseil et de mise en garde, il appartient au Titulaire d'apporter la preuve de l'absence de manquement ou de faute de sa part.

5.6 – Conflit d'intérêt

Les intervenants des titulaires réalisent leurs prestations avec probité et intégrité.

Ils veillent à prévenir ou à faire cesser immédiatement tout conflit d'intérêts, qui est défini comme :

« Une situation dans laquelle un membre de l'équipe proposée se trouve, dans le cadre de ses activités, confronté à des intérêts divergents ou non strictement alignés et dont au moins l'un d'eux pourrait corrompre la motivation à agir sur les autres, ou donner cette impression. Il peut s'agir d'un désalignement entre plusieurs intérêts professionnels ou entre des intérêts personnels et professionnels. Au-delà de la diversité des situations possibles, celles-ci ont en commun l'atteinte portée à l'objectivité de la prise de décision ou dans l'accomplissement des missions. »

Les intervenants doivent être à jour de leurs obligations déontologiques, notamment pour les anciens agents publics (autorisation de la commission de déontologie de l'administration d'origine ou autorisation de l'employeur soumise à approbation de l'administration bénéficiaire). Au-delà des poursuites pénales applicables, l'administration peut être amenée à écarter du suivi du présent accord-cadre toute personne (titulaire ou bénéficiaire) ne respectant pas ces règles.

Lors de la remise de son offre, le titulaire a remis une attestation précisant que l'entreprise, personne morale certifiée pour elle et pour les membres de son équipe qu'il n'y pas de situation de conflit d'intérêt.

Ce document devra être réactualisé, si nécessaire en cas de changement de membre de l'équipe.

5.7 – Force majeure

En cas de force majeure, les parties ne peuvent être tenues pour responsables de l'inexécution des obligations qui leur incombent en vertu de l'Accord-cadre / du marché subséquent, et aucune pénalité, astreinte ou indemnisation quelconque ne sera due.

En cas d'évènement ayant le caractère de force majeure, il appartient à la partie empêchée d'exécuter les obligations contractuelles suivantes, sous peine de ne pouvoir s'en prévaloir, dans un délai de cinq (5) jours ouvrés à compter de la survenance de l'évènement :

- de notifier à l'autre partie par lettre recommandée avec avis de réception la survenance de l'évènement en justifiant son caractère de force majeure ;
- d'en indiquer la durée prévisible ;
- d'informer l'autre partie des dispositions prises ou qu'elle compte prendre.

L'exécution de l'Accord-cadre / du marché subséquent est alors suspendue pendant la durée dudit cas de force majeure et reprend ensuite son cours.

Si, du fait de l'évènement ayant le caractère de force majeure, la partie concernée est empêchée d'exécuter ses obligations pendant une durée supérieure à deux (2) semaines, l'Acheteur se réserve le droit de résilier l'Accord-cadre / le marché subséquent, cette stipulation étant exclusive de l'attribution de tout dommage et intérêt de la part de l'Acheteur au Titulaire.

De façon expresse, sont considérés comme cas de force majeure, ceux habituellement qualifiés de tels par la jurisprudence des cours et tribunaux français et communautaire.

5.8 – Recours par le Titulaire à des tiers pour l'exécution de l'accord-cadre et des marchés subséquents

Le Titulaire est autorisé à recourir à des tiers, et notamment à des sous-traitants selon les dispositions des articles L.2193-1 et suivants du Code de la commande publique pour l'exécution de parties de l'Accord-cadre / du marché subséquent sous réserve d'en avoir préalablement informé l'Acheteur, et, lorsque les tiers auquel le Titulaire envisage de recourir ont la qualité de sous-traitants au sens de la loi précitée, d'avoir fait accepter ces tiers et agréer leurs conditions de paiement par l'Acheteur.

Il est précisé que la sous-traitance au sens de la Réglementation Protection des Données Applicable, concernant les traitements de données personnelles est régie par l'article « Protection des données à caractère personnel ».

Le Titulaire n'est pas autorisé à confier à des tiers l'exécution de l'intégralité de l'Accord-cadre / du marché subséquent.

En cas de recours à des tiers, le Titulaire reste seul et unique responsable à l'égard de l'Acheteur de l'exécution de l'Accord-cadre / du marché subséquent y compris pour les parties dont il n'assure pas lui-même l'exécution.

Le Titulaire s'engage à ce que les tiers auquel il a recours pour l'exécution de l'Accord-cadre / du marché subséquent, en ce compris les sous-traitants, respectent les exigences résultant des documents contractuels, notamment en termes de qualité, de confidentialité, de sécurité et de respect de la législation, et à ce que ces exigences soient reprises, dans des termes au moins aussi contraignants que ceux de l'Accord-cadre / du marché subséquent, dans les contrats qu'il conclut avec ces tiers.

Si le Titulaire entend recourir à un ou plusieurs tiers de nationalité étrangère, il communique préalablement à l'Acheteur une déclaration du ou des tiers concernés, permettant de les identifier clairement et ainsi rédigée :

« J'accepte que le droit français soit le seul applicable et les tribunaux français seuls compétents pour l'exécution de l'accord-cadre « Prestations de conseil sur la méthodologie de la Caisse des dépôts en matière de modélisation financière ». Mes demandes de paiement seront libellées dans la monnaie de compte de l'Accord-cadre et soumises aux modalités du présent cahier des charges. Leur prix restera inchangé en cas de variation de change. Les correspondances relatives l'accord-cadre sont rédigées en français. »

Dans le cas où le ou les tiers concernés ont la qualité de sous-traitant, cette déclaration est communiquée à l'Acheteur avec le formulaire de déclaration de sous-traitance (formulaire Cerfa DC4) selon les dispositions de l'article 3.6 du CCGA-PI.

5.9 – Travail clandestin

Le Titulaire s'engage à ce que les personnes affectées à la réalisation des prestations de l'Accord-cadre / du marché subséquent soient régulièrement employés au regard de la législation et en particulier du Code du travail. Le Titulaire avise ses sous-traitants de ce que ces obligations leur sont applicables et il reste responsable du respect de celle-ci.

Le Titulaire s'engage également, dans le cas où il aurait l'intention de faire appel, pour la réalisation des prestations de l'Accord-cadre / du marché subséquent, à des salariés de nationalité étrangère, à ce que ces salariés soient lors de leur intervention autorisés à exercer une activité professionnelle en France.

5.10 – Restitutions des données

Le Titulaire s'engage à l'issue de l'accord-cadre, à restituer les données et tout élément ayant servi à l'élaboration des livrables à l'Acheteur, à ne conserver aucune donnée relative au présent accord-cadre, sauf accord préalable de l'Acheteur et à l'exception des besoins d'archivage légal et réglementaire. La demande de conservation de données issues de l'accord-cadre formulée par le Titulaire à l'Acheteur, devra être justifiée et devra préciser la nature des données concernées.

5.11 – Disponibilité et compétences des intervenants

Le Titulaire affecte à l'exécution des marchés subséquents, des intervenants en nombre suffisant et pourvus du niveau de qualification et d'expérience nécessaire, en fonction de la nature des prestations, à la bonne réalisation de celles-ci. Le Titulaire s'engage à désigner un interlocuteur unique pour chacun des aspects liés à l'exécution des marchés (administratif, technique et commercial).

Le Titulaire s'engage en outre à ce que ses équipes soient stables pendant toute la durée des prestations. Il s'engage dans la mesure du possible à maintenir le même interlocuteur, sauf démission ou suspension du contrat de travail de ce dernier.

En particulier, en cas d'indisponibilité temporaire ou permanente d'un interlocuteur (conseiller expert) ou d'un membre de l'équipe dédiée, le Titulaire s'engage à transmettre le nom et le profil (CV) du remplaçant à l'Acheteur concerné sous un délai de cinq (5) jours ouvrés à compter de ladite indisponibilité. Dans le cas où ce profil ne satisfait pas le niveau de compétence et de disponibilité requis, l'Acheteur se réserve la possibilité de récuser l'intervenant et de demander à nouveau au Titulaire la présentation d'un nouveau profil, dans un délai de dix (10) jours ouvrés.

Plus généralement, le Titulaire prend les mesures nécessaires pour minimiser l'impact de tout départ et notamment pour que les éventuelles opérations de remplacement ne perturbent en rien les délais de fourniture des Livrables ni la qualité des prestations. En cas de départ d'un intervenant du Titulaire affecté à l'exécution des prestations, le Titulaire prendra à ses frais toutes les mesures (telles que recrutement de ressources supplémentaires, mise en place d'une période de recouvrement, formations, etc.) permettant le remplacement de cet intervenant, dans des conditions garantissant la continuité des prestations et le respect par le Titulaire de ses obligations contractuelles, sans pouvoir prétendre à ce titre à aucune majoration de prix ou compensation de quelque nature que ce soit.

Cet engagement du Titulaire sur la compétence, et le nombre des intervenants ainsi que sur la stabilité des équipes est une obligation essentielle sans laquelle l'Acheteur n'aurait pas contracté. Aussi, le Titulaire reconnaît que tout retard ou toute mauvaise exécution des prestations faisant suite à un changement d'intervenant constituera un manquement contractuel susceptible d'engager sa responsabilité.

Article 6 – Prix

6.1 – Caractéristiques des prix de l'accord-cadre

Les prix renseignés par le Titulaire dans la grille de tarifs de l'accord-cadre deviennent les prix plafonds de l'accord-cadre.

Les prix pratiqués dans le cadre des marchés subséquents ne pourront donc en aucun cas dépasser les prix plafonds de l'accord-cadre sous peine de non-conformité de l'offre.

Les prix toutes taxes comprises sont réputés comprendre la réalisation de la totalité des tâches et la fourniture de la totalité des livrables dus par le Titulaire au titre de la prestation concernée, et plus généralement tous les frais et charges nécessaires à une exécution de la prestation concernée conforme aux stipulations contractuelles, y compris les frais

professionnels (compris comme les frais de transport, d'hébergement et de restauration du personnel du Titulaire spécifiques à l'exécution de la prestation dans la limite d'un rayon de 200 km entre le lieu d'exécution de la prestation et celui de l'établissement habituel du Titulaire) ainsi que toutes les charges fiscales frappant obligatoirement la prestation, et la cession des droits de propriétés intellectuelle visée à l'article 10.

Lorsque le lieu d'exécution de la prestation est distant de plus de 200 kilomètres du lieu de l'établissement habituel du Titulaire (c.a.d de la société titulaire de l'accord-cadre, et non du lieu d'habitation personnel du consultant), les frais professionnels liés à l'exécution de cette prestation sont facturés en sus du prix de la prestation à l'Acheteur, la facture devant être accompagnée de justificatifs. Ces frais sont pris en charge par l'Acheteur dans la limite du barème en vigueur de l'Acheteur.

A la date de notification de l'accord-cadre, ce barème est le suivant :

- Pour l'hébergement :
 - à Paris (nuitée, et petit déjeuner et taxe de séjour) : 110 € TTC
 - en province (nuitée, et petit déjeuner et taxe de séjour) : 90 € TTC
 - en Outre-mer (nuitée, et petit déjeuner et taxe de séjour) : 101 € TTC
- Pour la restauration (par repas) :
 - à Paris : 25 € TTC
 - en province : 21 € TTC
 - en Outre-mer : 25 € TTC

Le repas concerné peut être un déjeuner voire un dîner, et les frais de dîner peuvent être pris en charge seulement s'ils sont suivis d'une nuitée en mission ou bien si l'arrivée du train ou de l'avion emprunté au retour a lieu après 20h.

Par ailleurs, si l'intervenant externe peut accéder à un restaurant interne à l'Acheteur, il ne peut être remboursé d'un repas pris à l'extérieur.

- Pour le transport :

Un véhicule de location de la catégorie la plus économique de préférence ou médiane si nécessaire peut être exceptionnellement réservé sur une courte durée, pour des trajets inférieurs à 250 kilomètres, ne pouvant être facilement réalisés en train (temps de correspondance trop important, nécessité de plus d'un changement voire absence de transport en commun à l'arrivée).

En cas d'impossibilité d'usage justifiée des moyens de transport en commun, l'utilisation du véhicule personnel de l'intervenant peut être envisagée à titre exceptionnel, et les frais relatifs à l'usage du véhicule personnel seront pris en charge dans la limite du barème suivant :

- < 6 CV : 0,38 € TTC / km professionnel parcouru
- 6 et 7 CV : 0,46 € TTC / km professionnel parcouru
- 8 CV et plus 0,50 € TTC / km professionnel parcouru

Les trajets en avion sont uniquement autorisés en cas :

- d'absence de liaison ferroviaire ;
- de durée excessive – soit au-delà de 6 heures - de l'aller-retour journalier ;
- de changements multiples imposés par les liaisons ferroviaires ;
- si l'horaire de début de réunion n'est pas compatible avec un déplacement en train et n'a pu être décalé.

Le recours aux compagnies aériennes à bas prix doit être privilégié pour tous les trajets domestiques.

La réservation dans la classe la plus économique est obligatoire :

- pour tout trajet simple en train d'une durée inférieure à 3 heures ;
- pour tout trajet simple en avion d'une durée inférieure à 4 heures.

Pour les trajets simples supérieurs à ces durées ou pour les trajets en train aller/retour supérieurs à 4 heures effectués dans la même journée, la réservation en classe immédiatement supérieure est autorisée. Elle ne doit pour autant pas être considérée comme automatique. La première classe des compagnies aériennes est en revanche interdite.

La facturation de ces frais seront établis, le cas échéant, selon les règles suivantes :

- Le prestataire refacturera le montant TTC augmenté de la TVA pour la refacturation de frais dont la TVA n'ouvre pas droit à déduction,
- Le prestataire refacturera le montant HT augmenté de la TVA pour la refacturation des frais dont la TVA peut être déduite.

⇒ Frais dont la TVA n'est pas déductible :

- Hébergement, hôtel ;
- Transport des personnes quels que soient la voie ou les moyens utilisés : route (bus ou taxi), fer (train ou métro), air, eau ;
- Location de véhicules de tourisme ;
- Essence
- Remboursement des frais calculé à partir du barème kilométrique.

⇒ Frais dont la TVA est en principe déductible :

- Restauration ;
- 80% de la TVA sur gazole des véhicules de tourisme ;

6.2 – Modalités de variation des prix de l'accord-cadre

Les prix de l'accord-cadre sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de réception des offres, ce mois est appelé « mois zéro ».

Les prix plafonds sont fermes les deux premières années d'exécution.

Ils sont **révisables une seule fois** à la date d'anniversaire de la 3^{ème} année d'exécution de l'accord-cadre, sur demande écrite du Titulaire ou à l'initiative de l'Acheteur, par application au prix d'un coefficient Cn donné par la formule suivante :

Formule
$C_n = 15,00\% + 85,00\% (I_n/I_0)$

dans laquelle I₀ et I_n sont les valeurs prises par l'index de référence I respectivement.

- C_n est le coefficient de révision
- I₀ est l'index de référence au mois zéro (mois de remise des offres de l'Accord-cadre)
- I_n est l'index de référence correspondant au mois précédent celui au cours duquel commence la nouvelle période d'application de la formule (date anniversaire de la notification).

Les prix ainsi révisés seront fermes et invariables pendant la période concernée. Sur demande écrite du titulaire, ils seront communiqués.

L'index de référence I, est l'index SYN Honoraires **SYNTEC** (sociétés assujetties à la TVA) appliqué aux prix :

Index	Prix concernés
SYN	Tous les prix

Lorsque I_n n'est pas connu à la date à laquelle doit intervenir un paiement, l'Acheteur procède à un règlement provisoire sur la base de la dernière valeur connue de l'indice I.

Le paiement complémentaire, correspondant à la différence entre le montant dû sur la base des prix révisés en fonction de I_n et le montant du règlement provisoire, intervient au plus tard trois (3) mois après la date à laquelle I_n est publié.

Lorsqu'une révision a été effectuée provisoirement en utilisant un index antérieur à celui qui doit être appliqué, il n'est procédé à aucune révision avant la variation définitive, laquelle intervient sur le premier acompte de l'Accord-cadre suivant la parution de l'index correspondant.

6.3 – Caractéristiques des prix des marchés subséquents

Les caractéristiques des prix des prestations seront déterminées par les marchés subséquents.

Les prestations faisant l'objet de chaque marché subséquent sont réglées, soit à prix unitaires, soit à prix global et

forfaitaire dont le détail est donné dans la décomposition du prix global et forfaitaire, soit à prix mixtes conformément à l'annexe financière.

Dans tous les cas, les prix des marchés subséquents sont réputés comprendre la réalisation de la totalité des tâches et la fourniture de la totalité des Livrables dus par le Titulaire au titre du Marché, et plus généralement tous les frais et charges nécessaires à une exécution des prestations conforme aux stipulations contractuelles, y compris les frais professionnels (compris comme les frais de transport, d'hébergement et de restauration du personnel du Titulaire spécifiques à l'exécution du Marché dans la limite d'un rayon de 200 km entre le lieu d'exécution de la prestation et celui de l'établissement habituel du Titulaire), ainsi que toutes les charges fiscales frappant obligatoirement la prestation, ainsi que la cession des droits de propriété intellectuelle prévue dans le présent CCAP.

Les prix des Marchés subséquents sont fermes et définitifs.

Les prix des marchés subséquents sont réputés établis sur la base des conditions économiques déterminées par chacun desdits marchés subséquents, ou, à défaut d'indication dans le marché subséquent, des conditions économiques en vigueur à la date de signature par le Titulaire de son offre pour le marché subséquent concerné. Le mois pris en compte pour la détermination des conditions économiques de référence est appelé « mois zéro ».

Article 7 – Modalités de règlement des comptes

7.1 – Avance

Le présent article déroge aux stipulations de l'article 11.1 du C.C.A.G.-P.I. Il est spécifié qu'aucune avance ne sera versée.

7.2 – Garanties Financières

Il n'est pas exigé du Titulaire qu'il produise une garantie financière pour l'exécution de l'Accord-cadre.

7.3 – Acomptes et paiement partiels définitifs

Les modalités de règlement des comptes sont définies dans les conditions de l'article 11 du CCAG-PI.

Les marchés subséquents peuvent définir les modalités de versement d'acomptes.

Pour chaque bon de commande, le montant des prestations commandées est réglé après vérification et admission du ou des livrables dus au titre de la prestation prononcée dans les conditions définies au présent CCAP et au CCTP et sur présentation d'une demande de paiement (facture) par le titulaire.

7.4 – Présentation des demandes de paiement

Les modalités de présentation de la demande de paiement seront établies selon les conditions prévues à l'article 11.3 du C.C.A.G.-P.I.

Les demandes de paiement seront transmises obligatoirement sous forme électronique, conformément à l'article 11.8 du C.C.A.G - PI portant, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- le nom ou la raison sociale du créancier ;
- le cas échéant, la référence d'inscription au répertoire du commerce ou des métiers ;
- le cas échéant, le numéro de SIREN ou de SIRET ;
- le numéro du compte bancaire ou postal ;
- le numéro du contrat ;
- la date d'exécution des prestations ;
- la nature des prestations exécutées ;
- la désignation de l'organisme débiteur
- lorsqu'un paiement est prévu à l'issue de certaines étapes de l'exécution de l'accord-cadre, le montant correspondant à la période en cause;
- le montant des prestations admises, établi conformément aux stipulations de l'accord-cadre, hors TVA

- le taux et le montant de la TVA ;
- les montants et taux de TVA légalement applicables ou le cas échéant le bénéfice d'une exonération ;
- le cas échéant, applications des réfections fixées conformément aux dispositions du CCAG-PI ;
- le montant total TTC des prestations livrées ou exécutées ;
- la date de facturation.
- en cas de groupement conjoint, pour chaque opérateur économique, le montant des prestations effectuées par l'opérateur économique ;
- en cas de sous-traitance, la nature des prestations exécutées par le sous-traitant, leur montant total hors taxes, leur montant TTC ainsi que, le cas échéant, les variations de prix établies HT et TTC ;
- le cas échéant, les indemnités, primes et retenues autres que la retenue de garantie, établies conformément aux stipulations de l'accord-cadre.
- la mention de l'assurance professionnelle et sa couverture géographique, pour les artisans immatriculés au répertoire des métiers et les entrepreneurs relevant de l'article 133-6-8 du Code de la sécurité sociale (notamment les auto-entrepreneurs relevant du régime fiscal de la micro-entreprise).

Les demandes de paiement devront indiquer impérativement le numéro de commande de l'Acheteur. A défaut, elles ne pourront pas être traitées.

De plus, chaque facture devra obligatoirement, comporter les coordonnées bancaires au format IBAN.

Le libellé de facturation doit être le suivant :

Caisse des Dépôts et Consignations
DEOFF2-Plateforme d'exécution des dépenses
56 rue de Lille
75356 PARIS 07 SP

Transmission des factures :

Le dépôt et la transmission des factures sont effectués exclusivement de manière électronique sur le Portail SY de Cegedim (fichier PDF natif, pas de scan).

Les factures transmises par tout autre moyen (courrier postal, transmission par courriel, ...) seront rejetées (obligation de facturation électronique depuis le 1er janvier 2020).

Pour l'accès au portail SY le Titulaire reçoit ses codes d'accès sur l'adresse mail contact déclarée sur la plateforme Provigis lors de l'attribution de l'accord-cadre. Si vous ne recevez pas vos codes d'accès, merci de vous adresser à l'adresse électronique suivante : assistance-sy@caissedesdepots.fr.

Le portail SY permet de consulter le statut des factures après intégration par la Caisse des Dépôts jusqu'au paiement.

Le mode opératoire « Facturez plus facilement la Caisse des Dépôts, recevez plus rapidement vos règlements » ainsi que le « Portail SY – Les bonnes pratiques à adopter » sont détaillés en annexe, et à transmettre à votre service facturation.

7.5 – Délai global de paiement

Les sommes dues au Titulaire, seront payées dans un délai global de **trente (30) jours** à compter de la date de réception des demandes de paiement par l'Acheteur ou toute autre personne habilitée par l'Accord-cadre à cet effet.

Lorsque les sommes dues en principal ne sont pas mises en paiement à l'expiration du délai de paiement, le Titulaire a droit, sans qu'il ait à les demander, au versement d'intérêts moratoires ainsi que d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement, dont le montant et le délai de paiement sont déterminés en application des articles R.2192-31 à R.2192-36 du Code de la commande publique.

7.6 – Paiement des cotraitants

En cas de cotraitance :

- En cas de Groupement conjoint, chaque membre du Groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations ;

- En cas de Groupement solidaire, le paiement peut être soit effectué sur un compte unique, ouvert au nom des membres du Groupement ou du mandataire, soit réparti entre les membres du Groupement, selon les stipulations prévues à l'acte d'engagement.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.1 du CCAG- PI.

7.7 – Paiement des sous-traitants

Le Titulaire peut recourir à des sous-traitants pour l'exécution de prestations de l'Accord-cadre, à condition d'avoir préalablement obtenu de l'Acheteur soit avant la notification de l'Accord-cadre, soit en cours d'exécution de l'Accord-cadre, l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

Les modalités de paiement des sous-traitants sont les suivantes :

- Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom de l'Acheteur au Titulaire de l'Accord-cadre, sous pli recommandé avec accusé de réception, ou la dépose auprès du Titulaire contre récépissé.
- Le Titulaire a 15 (quinze) jours pour faire savoir s'il accepte ou refuse le paiement au sous-traitant. Cette décision est notifiée au sous-traitant et l'Acheteur.
- Le sous-traitant adresse également sa demande de paiement à l'Acheteur accompagnée des factures et de l'accusé de réception ou du récépissé attestant que le Titulaire a bien reçu la demande, ou de l'avis postal attestant que le pli a été refusé ou n'a pas été réclamé.
- L'Acheteur adresse sans délai au Titulaire une copie des factures produites par le sous-traitant.
- Le paiement du sous-traitant s'effectue dans le respect du délai global de paiement.
- Ce délai court à compter de la réception par l'Acheteur de l'accord, total ou partiel, du Titulaire sur le paiement demandé, ou de l'expiration du délai de quinze (15) jours mentionné plus haut si, pendant ce délai, le Titulaire n'a notifié aucun accord ni aucun refus, ou encore de la réception par l'Acheteur de l'avis postal mentionné au troisième paragraphe.
- L'Acheteur informe le Titulaire des paiements qu'il effectue au sous-traitant.

En cas de cotraitance, si le Titulaire qui a conclu le contrat de sous-traitance n'est pas le mandataire du groupement, ce dernier doit également signer la demande de paiement.

Article 8 – Constatation de l'exécution des prestations

Les livrables sont adressés dans les conditions et modalités précisées dans les marchés subséquents.

Les stipulations du présent article dérogent aux articles 28 et 29 du CCAG PI.

Les opérations de vérification et de réception des prestations sont effectuées dans les conditions définies au C.C.A.G.- P.I., notamment à ses articles 28 et 29, sous réserve des stipulations ci-après.

Sauf mentions contraires dans les marchés subséquents, à la remise de chaque Livrable dû, l'Acheteur procède, dans un délai de dix (10) jours ouvrés à compter de leur livraison, à la vérification du Livrable remis. A ce titre, l'Acheteur vérifie :

- ♦ Que le Livrable remis est complet et conforme aux exigences des Documents Contractuels ;
- ♦ Que le Livrable remis présente le niveau de qualité que l'Acheteur est en droit d'attendre au titre de l'accord-cadre /du Marché subséquent.

Aucune admission tacite des Livrables remis par le Titulaire ne pourra avoir lieu dans le cadre du présent Accord-cadre.

Dès lors que i) les Livrables sont conformes aux stipulations de l'Accord-cadre et ii) que la prestation commandée à laquelle se rapporte le(s) Livrable(s) ont été exécutées conformément aux Documents Contractuels, l'Acheteur procède à l'admission des prestations. Si les Livrables ou l'exécution des prestations ne sont pas conformes aux stipulations des Documents Contractuels l'Acheteur informera le Titulaire du rejet des prestations, en indiquant les motifs de ce rejet.

Par suite, si les défauts constatés affectent le(s) Livrable(s) remis, le Titulaire s'engage à procéder aux corrections nécessaires dans un délai de **huit (8) jours** ouvrés à compter de la réception de la décision de rejet transmise par l'Acheteur.

En cas de nouveau refus de validation par l'Acheteur, ou en l'absence de correction du Titulaire dans le délai prévu ci-dessus, ou si les défauts constatés affectent l'exécution de la prestation et sont insusceptibles de correction, l'Acheteur pourra :

- soit notifier une décision d'admission avec réserve des prestations et appliquer sur le prix des prestations concernées, par simple notification écrite, une réfaction proportionnelle aux imperfections constatées qui pourra, à la convenance de l'Acheteur, être directement imputée sur les sommes restant dues au Titulaire ou faire l'objet d'une facturation audit Titulaire ;
- soit rejeter définitivement la prestation, auquel cas le paiement de celle-ci ne sera pas dû, et le cas échéant, résilier l'Accord-cadre de plein droit par lettre recommandée avec avis de réception pour manquement du Titulaire à ses obligations contractuelles, dans les conditions prévues à l'article 39 du C.C.A.G.-P.I sans préjudice de l'application des pénalités prévues au présent CCAP.

Article 9 – Pénalités

Les stipulations du présent article dérogent à l'article 14 du CCAG. P.I.

9.1 – Conditions générales d'application des pénalités

Tout manquement du Titulaire à ses obligations contractuelles peut donner lieu à pénalité.

Sauf stipulation contraires des documents contractuels ou différente dans la fiche de mission du marché subséquent, les pénalités prévues au présent article sont appliquées dans les conditions suivantes pour tous les Marchés subséquents.

Les pénalités peuvent être cumulées. Toutefois, le montant des pénalités appliquées au Titulaire au cours d'exécution de l'Accord-cadre, hors pénalités appliquées au titre des articles 9.3 à 9.6 du présent CCAP, ne peut pas être supérieur à **50 % du montant cumulé HT des prestations globales et forfaitaires du marché subséquent stipulé dans les Documents Contractuels OU du montant cumulé HT des prestations forfaitaires du Marché et des bons de commande émis en exécution du marché OU du montant HT des bons de commande émis en exécution du marché des marchés subséquent.**

Dans le cas où le plafond de pénalité mentionné à l'alinéa précédent est atteint, l'Acheteur peut procéder par courrier recommandé, à la résiliation de plein droit de l'Accord-cadre pour manquement du Titulaire à ses obligations contractuelles, dans les conditions prévues à l'article 39 « Résiliation pour faute du Titulaire » du CCAG-PI.

Les pénalités ne présentent aucun caractère libératoire. Le Titulaire est intégralement redevable de ses obligations contractuelles et notamment des prestations dont l'inexécution a donné lieu à l'application de pénalités. Il ne saurait se considérer comme libéré de ses obligations, du fait du paiement desdites pénalités. De même, la non-réclamation ou la non-facturation des pénalités ne peut être interprétée comme une renonciation de l'Acheteur à appliquer ces dernières.

Nonobstant l'application des pénalités, l'Acheteur se réserve le droit de demander des dommages et intérêts à titre d'indemnisation du préjudice subi résultant du manquement contractuel constaté.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-PI, il n'est prévu aucune exonération à l'application des pénalités de retard à raison de leur montant.

9.2 – Pénalités de retard des prestations

Sauf stipulation différente dans la fiche de mission du marché subséquent et par dérogation à l'article 14.1 du CCAG-PI, le Titulaire encourt, en cas de retard d'exécution d'une prestation, de livraison d'un Livrable ou de correction d'un livrable, et plus généralement à chaque fois qu'un délai contractuel d'exécution est dépassé, une pénalité dont le montant est calculé comme suit :

$$P = V \times R / 100$$

Dans laquelle :

- P correspond au montant de la pénalité appliquée ;
- V correspond au prix HT, tel que stipulé dans les Documents Contractuels, de la prestation affectée du retard, ou en exécution de laquelle est dû le Livrable affecté du retard ;
- R correspond au nombre de jours calendaires de retard dans l'exécution de la prestation, la livraison ou la correction du Livrable.

9.3 – Pénalités pour non-respect des profils présentés dans les marchés subséquents

Dans le cas où le titulaire ne fournit pas les profils de compétences et d'expérience spécifiés dans son offre initiale au mémoire technique en réponse au marché subséquent, il encourt une pénalité fixée à 300 euros par jour de non-conformité et par profil non respecté.

La pénalité est applicable dès le premier jour de constatation du non-respect des profils.

9.4 – Pénalité pour non-réponse consécutive à des marchés subséquents

Dans le cas où un titulaire ne motive pas l'absence de réponse à **3 sollicitations de Marchés subséquents** auprès de l'Acheteur, conformément aux dispositions de l'article 3 du présent C.C.A.P., l'acheteur se réserve la possibilité d'appliquer une indemnité forfaitaire de **200 euros HT** pour chaque nouvelle sollicitation où le titulaire ne motive pas son absence de réponse.

9.5 – Pénalité pour non-respect de la législation du travail

En cas de non-respect des formalités mentionnées aux articles L.8221-1, L. 8221-3 à L. 8221-5 du Code du travail, le Titulaire encourt une pénalité dont le montant est égal à **10 %** du montant global et forfaitaire TTC du marché subséquent concerné ou du montant cumulé TTC des prestations forfaitaires du Marché et des bons de commande ou du montant TTC des bons de commande émis par l'Acheteur à la date à laquelle l'Acheteur a eu connaissance de l'infraction commise et ne peut excéder celui des amendes encourues en application des articles L. 8224-1, L. 8224-2 et L. 8224-5 du code du travail..

Ces pénalités ne sont mises en œuvre qu'après que le Titulaire ait été mis en demeure de se conformer à ses obligations contractuelles ou de présenter ses observations, dans un délai fixé par l'Acheteur.

9.6 – Pénalités pour non-respect des obligations environnementales

En cas de retard dans la communication des éléments demandés à l'article 14.5 du présent CCAP, le Titulaire encourt une pénalité dont le montant est de 100 euros par jour de retard, selon le délai de référence.

Article 10 – Droit de propriété intellectuelle

10.1 – Régime de propriété intellectuelle applicable aux Connaissances antérieures et Connaissances antérieures standards

Les stipulations des articles 32.2 et 32.3 du CCAG PI, qui définissent les Connaissances antérieures et les Connaissances antérieures standards et également les stipulations des articles 33 et 34 du CCAG PI qui en précisent notamment le régime, s'appliquent au présent accord-cadre.

10.2 – Régime de propriété intellectuelle applicable aux Résultats

Conformément aux stipulations de l'article 32.1 du CCA-G-PI, les Résultats désignent tous les éléments, quels qu'en soient la forme, la nature et le support, qui sont réalisés dans le cadre des prestations du présent accord-cadre, tels que, notamment, les œuvres de l'esprit (en ce compris les logiciels et leur documentation), les bases de données, les Livrables, les marques dessins ou modèles, noms de domaine et autres signes distinctifs, les inventions brevetables ou non au sens du code de la propriété intellectuelle, les données et les informations, et plus généralement tous les éléments protégés ou non par des droits de propriété intellectuelle ou par tout autre mode de protection, tels que le savoir-faire, le secret des affaires, le droit à l'image ou à la voix des personnes ou le droit à l'image des biens.

Les Résultats comprennent les éléments réalisés par l'Acheteur dès l'appel à la concurrence ou toute consultation écrite de l'Acheteur en vue de la remise d'une offre et qui sont liés directement à l'objet du présent accord-cadre.

Le Titulaire conserve la propriété de ses savoir-faire et méthodes utilisés pour réaliser les Résultats.

Le présent article déroge aux stipulations de l'article 35 du C.C.A.G.-P.I.

Le Titulaire accorde au titre du présent article à l'Acheteur, les droits nécessaires pour utiliser ou faire utiliser les Résultats, en l'état ou modifiés, de façon permanente ou temporaire, en tout ou partie, par tout moyen et sous toutes formes, pour les besoins et finalités d'utilisation exprimés dans les documents de l'Accord-cadre et en toute hypothèse pour les besoins d'utilisation découlant de l'objet des prestations commandées dans le cadre de l'Accord-cadre.

Plus spécifiquement, s'agissant des Résultats protégés par un droit de propriété intellectuelle, les stipulations ci-après s'appliquent.

Le Titulaire cède à l'Acheteur, à titre exclusif, en contrepartie du prix versé au titre de l'Accord-cadre, l'ensemble des droits de propriété intellectuelle afférents aux Résultats réalisés par le Titulaire, et ce, au fur et à mesure de leur réalisation, à savoir :

- Le droit de reproduction, en tout ou partie, incluant le droit de fixer, numériser, éditer, en tout ou partie, des Résultats, sans limitation du nombre d'exemplaires, sur tout support, actuel ou futur, connu ou inconnu au jour de notification de l'Accord-cadre, et notamment supports papier, supports magnétiques, optiques, numériques, informatiques, électroniques, DVD ;
- Le droit de représentation, en tout ou partie, des Résultats, incluant le droit de diffuser ou de faire diffuser à destination de tout public, par tout moyen, actuel ou futur, connu ou inconnu au jour de notification de l'Accord-cadre, et notamment par tous moyens de communication électronique ou multimédia tels que notamment câble, satellite, voie hertzienne, réseau de toute nature et notamment réseaux internes ou externes de type Internet, intranets, télévision numérique et/ou interactive ;
- le droit d'adapter, de traduire en toute langue, d'arranger, de numériser, retoucher, couper, et /ou de modifier, de faire évoluer, les Résultats, en tout ou partie, de les assembler et/ou de les intégrer dans toute autre prestation ou création intellectuelle, sous tout support et par tout moyen, et notamment, sur supports papier, supports magnétiques, optiques, numériques, informatiques, électroniques, pellicules, DVD, ou tout autre support connu ou inconnu à ce jour, actuel ou futur ;
- le droit d'exploiter les droits visés ci-dessus à titre onéreux ou non, en tout ou partie, notamment via des cessions, licences ou tout type de contrats, à titre exclusif ou non, de tout ou partie des droits cédés, conclus avec tout tiers ;
- de procéder à tous dépôt ou réservation en tant que marque, nom de domaine, comptes de réseaux sociaux et plus généralement signe distinctif, et/ou de dessin et modèle quels que soient les territoires et les classes de dépôt, ainsi que le droit de distribuer ou commercialiser directement ou indirectement auprès de tout public, sans limite de nombre, tout produit ou service portant les Résultats et plus généralement de les utiliser à titre de marque et/ou signes distinctifs ;
- le droit de rétrocéder, tout ou partie des droits cédés, et notamment consentir à tout tiers tout contrat de production audiovisuelle, de diffusion, de commercialisation et de toute licence concernant les Résultats, sous quelque forme, quelque moyen, quelque support que ce soit, tels que ci-avant visés.

La présente cession porte sur les droits de propriété intellectuelle afférents à l'ensemble des Résultats tels que détaillés ci-dessus, dans toutes leurs versions, qu'ils soient achevés ou inachevés.

A ce titre, il est expressément précisé que, en vertu de la présente cession, le Titulaire ne pourra s'opposer à la reprise et l'adaptation des Résultats tels que détaillés ci-dessus, en cas de résiliation anticipée de l'Accord-cadre du fait d'une défaillance du Titulaire, telle que visée au titre de l'article 12 du CCAP.

La cession des droits de propriété intellectuelle relatifs à l'ensemble des Résultats est effectuée pour la durée légale de protection des droits de propriété intellectuelle y afférents, quelles que soient les causes de cessation de l'Accord-cadre, pour la France et s'agissant des droits requis pour la diffusion par Internet et intranet pour le monde entier.

Le prix de cette cession est forfaitairement compris dans le montant de l'accord-cadre. Le prix prend en compte l'étendue de la cession, son caractère exclusif ou non ainsi que l'étendue des exploitations.

Article 11 – Responsabilités et Assurances

11.1 – Responsabilité contractuelle du Titulaire

Le Titulaire est responsable, conformément au droit commun, de tout manquement à ses obligations contractuelles dans le cadre de l'exécution de l'Accord-cadre. Il est seul responsable dans les conditions de droit commun, de tout manquement ou de toute défaillance de son sous-traitant et se porte fort du respect de l'ensemble des obligations par son sous-traitant.

En cas d'impossibilité de son sous-traitant d'assurer le respect des obligations et la continuité du service, le Titulaire s'engage, à ses frais et risques, à assurer par tous moyens la poursuite du service notamment par le recours à un tiers fournissant un service similaire.

Le Titulaire déclare disposer d'une police d'assurance Responsabilité civile professionnelle couvrant tous les dommages immatériels susceptibles d'être causés à l'Acheteur.

D'un commun accord, les Parties conviennent que la responsabilité du Titulaire pourra être engagée pour les conséquences des **dommages directs** causés à l'Acheteur du fait d'un manquement quelconque du Titulaire à ses obligations contractuelles, frais de remplacement de matériels ou de logiciels, l'atteinte à la renommée de l'Acheteur, les pertes d'investissements ou de chance, les pertes de données de l'Acheteur étant notamment considérés comme des dommages directs.

Au cas où la responsabilité du titulaire serait engagée en cas de manquements à ses obligations contractuelles, l'Acheteur sera en droit d'obtenir réparation des préjudices en résultant, quel que soit le fondement, dans la limite, sauf faute lourde ou dolosive, d'une fois et demie le montant des sommes versées par l'Acheteur au titulaire dans le cadre du présent accord-cadre.

Toutefois, le plafond susvisé ne s'applique pas :

- en cas de manquement du Titulaire à ses obligations légales ou contractuelles au sens de la réglementation et législation applicable en matière de données à caractère personnel ;
- en cas de manquement à une obligation essentielle d'un marché subséquent ou de l'Accord Cadre ;
- en cas de faute lourde ou dolosive du Titulaire.

Les Parties ne pourront pas voir leur responsabilité engagée au titre des préjudices indirects au sens des dispositions de l'article 1231-4 du Code Civil.

11.2 – Assurances

Conformément aux dispositions de l'article 9 du CCAG-PI, tout Titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai de **quinze (15) jours** à compter de la notification de l'Accord-cadre et ainsi que tous les ans jusqu'à la fin d'exécution de l'Accord-cadre avant tout commencement d'exécution, qu'il est couvert par un contrat d'assurance au titre de sa responsabilité civile découlant des articles 1240 à 1242 du Code civil ainsi qu'au titre de sa responsabilité civile professionnelle lui incombant en cas de non-respect de ses obligations contractuelles, et garantissant les conséquences de toutes fautes ou dommages pouvant être causés à l'Acheteur et/ou son personnel dans le cadre de l'exécution de l'Accord-cadre.

Le Titulaire doit donc fournir une attestation de son assureur justifiant qu'il est à jour de ses cotisations et que sa police contient les garanties en rapport avec l'importance de la prestation.

Il devra également fournir une nouvelle attestation conforme aux dispositions ci-avant à chaque reconduction de l'accord-cadre.

Les montants de garantie prévus dans les polices d'assurances sont considérés comme des minima et ne peuvent en aucun cas constituer une limite à la responsabilité du Titulaire, ni être considérés comme un accord de l'Acheteur pour substituer sa responsabilité financière au-delà des montants prévus.

Le Titulaire devra en conséquence transmettre une copie de son attestation d'assurance précisant qu'il est à jour du paiement de ses primes sur www.provigis.com, plateforme de la société PROVIGIS mandatée par la CDC pour la collecte des documents légaux.

En cours d'exécution de l'Accord-cadre, cas de changement affectant soit l'assureur, soit les termes de la police, le Titulaire de l'Accord-cadre s'engage à en informer l'Acheteur, à la même adresse, dans un délai **d'un (1) mois**. L'Acheteur se réserve le droit de résilier l'Accord-cadre s'il juge la nouvelle police insuffisante.

À tout moment durant l'exécution des prestations, le Titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande de l'Acheteur et dans un délai de quinze (15) jours à compter de la réception de la demande.

Article 12 – Résiliation de l'Accord-cadre

12.1 – Conditions de résiliation de l'Accord-cadre

Les conditions de résiliation de l'accord-cadre sont définies au chapitre 7 du CCAG-PI.

Outre les cas visés à l'article 39 du CCAG-PI, l'accord-cadre peut être résilié pour faute du Titulaire :

- a) en cas de décision répétée de rejet prise par l'Acheteur en application de l'article 8 du présent document ou de rejet définitif d'une prestation suite à deux aller-retours entre les Parties;
- b) en cas d'atteinte des plafonds de pénalités stipulés à l'article 9 du CCAP ;
- c) en cas d'insuffisance de la police d'assurance du Titulaire ;

- d) en cas de non-respect par le Titulaire de l'obligation de communication de documents prévue à l'article 14.4 du présent CCAP ;
- e) en cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles L. 2142-1, R. 2142-3, R. 2142-4 et R. 2143-3 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 à 8 du Code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du Code de la commande publique.

Dans tous ces cas, sauf cas prévu au d), la résiliation ne peut être prononcée qu'après que le Titulaire ait été mis en demeure de faire valoir ses observations.

Par dérogation à l'article 40 du CCAG-PI, en cas de résiliation de l'accord-cadre pour motif d'intérêt général par l'Acheteur, le Titulaire ne perçoit aucune indemnisation, sous réserve des frais et investissements engagés par exécuter spécifiquement les prestations prévues au présent accord-cadre, sur justificatif dûment fourni par le Titulaire.

L'Acheteur se réserve la possibilité de faire exécuter par un tiers les prestations aux frais et risques du Titulaire, soit en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir aucun retard, soit en cas de résiliation de l'accord-cadre prononcée pour faute du Titulaire.

12.2 – Conditions de résiliation des marchés subséquents

Les marchés subséquents, quant à eux, pourront être résiliés par l'Acheteur selon les stipulations du Chapitre 7 du C.C.A.G.-P.I., avec les réserves et précisions suivantes :

- 1- La résiliation ne peut être prononcée dans les cas prévus aux articles 37 1^{er} d), 37 1^{er} n) et 38 du C.C.A.G.-P.I. que par l'Acheteur.
- 2- En cas de résiliation d'un marché subséquent à prix forfaitaire par l'Acheteur sur le fondement de l'article 40 du C.C.A.G.-P.I., pour motif d'intérêt général, le Titulaire pourra percevoir à titre d'indemnisation une somme forfaitaire calculée en appliquant au montant initial hors TVA, diminué du montant hors TVA non révisé des prestations admises, un pourcentage égal à 5 %. Cependant, en cas de résiliation par l'Acheteur d'un marché subséquent à bons de commande, sur le fondement de l'article 40 du C.C.A.G.-P.I. pour motif d'intérêt général, le Titulaire ne percevra aucune indemnisation.
- 3- En cas de résiliation d'un marché subséquent pour faute du Titulaire, l'Acheteur se réserve le droit de faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le présent marché, aux frais et risques du Titulaire - selon les modalités prévues à l'article 27 du C.C.A.G.-P.I. - soit en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir aucun retard, soit en cas de résiliation du marché prononcée pour faute du Titulaire.

12.3 – Conditions en cas de redressement ou liquidation judiciaire

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement à l'Acheteur par le Titulaire de l'Accord-cadre. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution de l'Accord-cadre.

L'Acheteur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution de l'Accord-cadre. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au Titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un (1) mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation de l'Accord-cadre est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du Titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution de l'Accord-cadre, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le Titulaire, à aucune indemnité.

Article 13 – Règlement des litiges et langues

En cas de litige, seul le Tribunal Administratif de Paris, 7 rue de Jouy (75004 Paris) est compétent en la matière.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française. S'ils sont rédigés dans une autre langue, ils doivent être accompagnés d'une traduction en français.

Si le Titulaire est établi dans un autre pays de l'Union Européenne sans avoir d'établissement en France, il facturera ses prestations hors TVA et aura droit à ce que l'administration lui communique un numéro d'identification fiscal.

Pour information, le numéro de TVA intracommunautaire de la CDC est le : FR 77 180 020 026.

Article 14 – Clauses complémentaires

14.1 – Information du Titulaire sur l'assujettissement de la CDC à la LCB-FT

L'Acheteur est, aux termes de l'article L. 561-2, 1° du Code Monétaire et Financier (CMF), assujetti aux obligations de lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme (LCB-FT). La Caisse des Dépôts relève, dans ce domaine, du contrôle direct de l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution (ACPR), conformément à l'article L. 561-36 du CMF.

Le Titulaire est informé que l'Acheteur, dans le cadre de la réglementation sur la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme, est soumis à des obligations de vigilance, de contrôle et de déclaration.

En application de ladite réglementation, l'Acheteur peut être tenu, notamment, de fournir aux autorités de contrôle les documents relatifs à l'identité de ses cocontractants ainsi que, le cas échéant, les caractéristiques des opérations effectuées par ces derniers.

14.2 – Information sur le dispositif de déontologie de l'Acheteur

L'Acheteur est doté d'un Code de déontologie édictant des principes et des règles de déontologie et de bonne conduite et le tient à disposition du Titulaire. À titre informatif, le Titulaire peut communiquer à l'Acheteur tout document faitier (code, charte, etc.) propre à son organisation interne dans ce domaine.

Le Titulaire informe ses employés, ses sous-traitants ou autres sous-contractants éventuels que les agents de l'Acheteur ne sont pas autorisés à recevoir des cadeaux ou avantages de la part de tiers, y compris lorsqu'ils sont offerts en guise de remerciements ou en tant que simple usage de courtoisie.

En outre, conformément aux dispositions du Code de déontologie, les prestataires intervenant pour le compte de l'Etablissement public disposent de la faculté d'exercer un droit d'alerte auprès du Déontologue du Groupe CDC. Les conditions de l'exercice de ce droit d'alerte sont précisées dans une procédure spécifique tenue à disposition du Titulaire.

14.3 – Information du Titulaire s'agissant de la lutte contre la corruption

L'Acheteur met en œuvre une politique de lutte contre la corruption et le trafic d'influence par le déploiement de dispositifs visant à conduire ses activités dans le strict respect de la réglementation.

Dans le cadre de l'exécution du présent Accord-cadre, il est attendu du Titulaire qu'il respecte toute réglementation ayant pour objet la lutte contre la corruption et les manquements à la probité et notamment les dispositions de la loi n° 2016-1691 du 9 décembre 2016 dès lors qu'il est y est assujetti.

14.4 – Régularité administrative du Titulaire

Les documents à produire par le Titulaire sont à remettre sur www.provigis.com, plateforme de la société PROVIGIS mandatée par la CDC pour la collecte des documents légaux. Le service de dépôt de documents est gratuit.

Le Titulaire produira ainsi tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution de l'Accord-cadre :

1) Les pièces prévues aux articles D. 8222-5, ou D. 8222-7 et D. 8222-8 (si cocontractant établi ou domicilié à l'étranger) du Code du travail :

- Une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale prévue à l'article L. 243-15 du Code de la sécurité sociale émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions datant de moins de six mois dont elle s'assure de l'authenticité auprès de l'organisme de recouvrement des cotisations de sécurité sociale : **attestation URSSAF**.

- Lorsque l'immatriculation du cocontractant au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers est obligatoire ou lorsqu'il s'agit d'une profession réglementée, un **justificatif d'immatriculation** qui pourra être l'un des documents suivants :

- a) Un extrait de l'inscription au registre du commerce et des sociétés (K ou K bis) ;
- b) Une carte d'identification justifiant de l'inscription au répertoire des métiers ;
- c) Un devis, un document publicitaire ou une correspondance professionnelle, à condition qu'y soient mentionnés le nom ou la dénomination sociale, l'adresse complète et le numéro d'immatriculation au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers ou à une liste ou un tableau d'un ordre professionnel, ou la référence de l'agrément délivré par l'autorité compétente ;
- d) Un récépissé du dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises pour les personnes en cours d'inscription.

2) Dans le cadre de la lutte contre le travail dissimulé, et en application des articles L.8254-1 et D.8254-2 à 5 du Code du travail, le document suivant est également à produire :

- **La liste nominative des salariés étrangers** employés par le candidat et **soumis à autorisation de travail** mentionnée à l'article L.5221-29 du Code du travail (ou attestation sur l'honneur en cas de non-emploi). Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

Le Titulaire établi dans un État autre que la France doit produire un certificat établi par les administrations et organismes du pays d'origine. Lorsqu'un tel certificat n'est pas délivré par le pays concerné, il peut être remplacé par une déclaration sous serment, ou dans les États où un tel serment n'existe pas, par une déclaration solennelle faite par l'intéressé devant l'autorité judiciaire ou administrative compétente, un notaire ou un organisme professionnel qualifié du pays.

Les documents visés ci-dessus établis par des organismes étrangers sont rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français.

Chacun des certificats précités pourra faire l'objet d'équivalence. Les entreprises étrangères pourront quant à elles fournir ceux délivrés par les organismes de leur état d'origine.

14.5 – Prise en compte des préoccupations environnementales

La Caisse des dépôts exige que le Titulaire s'engage en particulier à respecter les obligations suivantes :

- **Mesurer régulièrement les émissions de gaz à effet de serre résultant de ses activités et mettre en œuvre des mesures visant à les limiter**
- De manière générale, réduire son impact sur l'environnement (y compris sur le volet biodiversité).

Le Titulaire communique annuellement à la Caisse des Dépôts, les émissions de gaz à effet de serre occasionnées par les prestations réalisées pour le compte de cette dernière dans le cadre du présent accord-cadre.

A défaut, le Prestataire communique :

- le volume total de ses émissions de gaz à effet de serre :
 - de préférence, si disponible, le dernier Bilan carbone® réalisé, assorti d'une notice méthodologique présentant les postes d'émission pris en considération
 - subsidiairement, lorsqu'il y est soumis, son dernier BEGES (bilan des émissions de gaz à effet de serre) réalisé en vertu de l'article L. 229-25 du code de l'environnement,
- le poids des prestations réalisées pour la Caisse des Dépôts, rapporté à l'ensemble de ses activités (en pourcentage), pour l'année de reporting et pour l'année de son dernier bilan des émissions de gaz à effet de serre.

Ces éléments sont communiqués chaque année annuellement à la date anniversaire de l'Accord-cadre.

Par ailleurs, les engagements spécifiques pris par le Titulaire, lors de la remise de son offre pour l'accord-cadre, sur les aspects environnementaux et sociaux en matière de RSE, devront être réalisés dans l'exécution des missions qui lui seront confiées.

Article 15 – Dérogations au CCAG – Prestations intellectuelles.

- L'article 3.5.1 déroge à l'article 13.3 du CCAG – PI.
- L'article 4 déroge à l'article 5.2 du CCAG – PI.
- L'article 5.3 déroge à l'article 5.1.2 du CCAG – PI.
- L'article 7.1 déroge à l'article 11.1 du CCAG – PI.
- L'article 8 déroge aux articles 28 et 29 du CCAG – PI.

- L'article 9 déroge à l'article 14 du CCAG – Pl.
- L'article 9.1 déroge à l'article 141.3 du CCAG – Pl.
- L'article 9.2 déroge à l'article 14.1 du CCAG – Pl.
- L'article 10.2 déroge à l'article 35 du CCAG – Pl.
- L'article 12.1 déroge à l'article 40 du CCAG – Pl.